

## STS 4 - Stratégies environnementales locales vers la transition

Le 21 Novembre 2018 à Marrakech.

Organisateur principal :

**Institut de la Francophonie pour le développement durable (IFDD).**

Président :

Lahcen\_Amrouch, Maire de Argana, Maroc

Rapporteur :

Ndeye Rokhaya Sarr

Modérateur :

Aucun

Intervenants :

Ndjouga Sakho, Président de la Commission Aménagement Urbain, Développement Durable, Cadre de vie et gestion du littoral de la Ville de Dakar

Germain Il Kamanda, Maire de Bana, Cameroun

Mamadou Kone, spécialiste des programmes

Vincent Kitio, Chef unité de l'énergie urbain

Horaires conférence :

Début : 9h45

Fin : 12h35

Nombre de personnes présentes :

Une cinquantaine.

Conférence :

Introduction du président :

Dès son introduction le président rappelle les principaux concepts qui vont rythmer le cours de la conférence. Il insiste notamment que la question des villes ou de l'environnement ne

concernent pas uniquement les spécialistes mais quelle est aussi et surtout celle des populations. Malgré le foisonnement des sommets climatiques de ces dernières années (COP 22) et leurs engagements généraux, il rappelle l'importance de l'engagement à un niveau décentralisé local, notamment à l'échelle des villes ou des intercommunalités. Cette logique provient de la proximité entre décideurs et administrés à cette échelle.

#### Interventions et principales idées retenues :

On insiste tout d'abord sur l'importance des vulnérabilités de la ville et la nécessité de construire une ville qui soit résiliente (N. Sakho). La résilience est à prendre en compte dans le sens où les usages des sols sont importants, mais la résilience réside aussi dans les types de risques auxquels la ville est confrontée : topographie (érosion des côtes et risques d'inondation), inégalités sociales et économiques, formes d'habitat, sécurité,... Comment prendre en compte les acteurs à l'origine des pollutions et ceux qui la subissent ? M. Sakho rappelle l'importance de construire la résilience de la ville aussi face au défi majeur que constitue l'explosion démographique en cours en Afrique (15.000 habitants/km<sup>2</sup>). En conséquence, l'habitat informel se répand et ne satisfait ni les populations des quartiers informels ni les autorités de la ville.

Pour faire face à ces défis, la ville de Dakar s'attaque aux trois piliers du développement durable par le biais d'un plan d'actions visant à construire une ville plus durable et résiliente : notamment grâce à une meilleure gestion des déchets et de l'espace... un observatoire a été créé pour permettre d'identifier les enjeux majeurs de la ville et y répondre de manière adéquate.

De nombreux projets ont été mis en œuvre : réhabilitation d'une partie du tissu urbain, construction de voiries ou rénovation, pavage et requalification de certains espaces naturels.

L'ensemble des intervenants ont souligné l'importance de fonder l'empowerment citoyen en les intégrant dans les différents processus de planification. On rappelle notamment que la planification doit commencer dans un premier temps par une phase de consultation de la société et donc s'inscrire dans une logique top-down. En ce qui concerne les thématiques du développement durable, c'est par l'éducation et la création de divers outils que l'on peut intégrer les populations urbaines. On entend notamment les termes « bonnes pratiques » et « action citoyenne » qui peuvent être de véritables leviers d'appui aux politiques publiques mais aussi à leur origine, ce qui aide à créer de la résilience au sein des villes. M. Sakho prend pour exemple la création des OCB au sein de la ville qui sont des bureaux de dialogue par quartier, dont les responsables se chargent ensuite de faire remonter les principaux points à la mairie ou à l'acteur en charge de la politique visée par la demande citoyenne.

Dans le cas de l'ensemble des interventions mais surtout dans celles de M. Kamanda et M. Sakho on évoque les bénéfices que ces politiques apportent directement sur les populations : augmentation du bien-être au quotidien, moins de soumission aux risques

climatiques mais aussi sanitaires et pour finir, les bénéfices économiques en encourageant l'économie circulaire. Dans le cas du projet au Cameroun qui concerne la préservation d'une réserve forestière et la plantation d'eucalyptus pour retenir les glissements de terrain, des emplois ont été créés pour surveiller le site, et des réformes des modes agricoles sont en cours. M. Sakho quant à lui, résume les trois piliers fondamentaux d'une bonne politique urbaine et durable : l'engagement citoyen, la démarche participative et la gestion inclusive ; on note que ces trois piliers concernent directement les habitants.

M. Kamanda enrichit le débat en appuyant sur la nécessité pour les communes plus réduites ou avec moins de moyens de s'allier pour créer des projets. C'est le cas de son projet, puisqu'une intercommunalité est créée et est directement concernée par la zone à préserver. Cela permet de mettre plus d'effectif à disposition pour le projet mais aussi d'être plus fort : « l'union fait la force » et évidemment la collecte de fonds est aussi plus simple, car le projet est de plus grande ampleur et concerne plus de monde.

Vincent Kitio traite pour débiter sa présentation des modèles européens et nord-américains « calqués » en Afrique et explique en donnant des chiffres que les bâtiments ne sont pas adaptés au climat, en effet certains bâtiments modernes consomment 70% de plus d'énergie. Les thèmes de la consommation énergétique et des émissions de gaz à effet de serre (GES) rythment sa conférence. Il explique notamment qu'avant même de penser aux matériaux et à l'architecture (qui sont importants pour le reste de son exposé), il faut penser à des choses simples mais qu'on oublie trop souvent : l'exposition du bâtiment au soleil, le site où s'installe de bâti... cela permet plusieurs choses : réduire les pollutions mais aussi construire une ville dont la durabilité et la résilience est plus simple à atteindre.

UN Habitat propose un programme en trois étapes :

- minimiser les besoins énergétiques avec des réponses architecturales dans la planification urbaine
- accentuer l'efficacité énergétique en réduisant le recours à l'utilisation des ressources (efficacité énergétique : bâtiment, le quotidien,...)
- utiliser des énergies renouvelables (si la première étape est respectée, besoin de peu d'énergie)

Il exprime aussi une opinion sur l'utilisation de l'énergie ; si l'énergie et les ressources gaspillées dans les villes étaient utilisées pour la production, il serait plus facile pour le continent Africain de croître économiquement.

Comme M. Kamanda, M. Kitio évoque la nécessité d'évaluer les projets qui sont menés afin d'évaluer l'efficacité et de savoir ce qu'il reste à faire. Cela permet de créer de la donnée pour les projets futurs. Il précise qu'avant tout, il faut que les systèmes d'évaluation soient adaptés au territoire concerné.

Aux niveaux législatif et financier, il est nécessaire d'impliquer les acteurs locaux dans le financement avant même de se tourner vers les bailleurs. Pour la législation, il faut créer un cadre propice au développement de ces projets (imposer des limites à l'utilisation des ressources par exemple) et promouvoir la bonne gouvernance.

La représentante de la direction régionale de la francophonie rappelle l'importance d'intégrer les ODD des Nations Unies dans les politiques locales, car c'est l'échelon le plus adapté.

### **Direction régionale de la francophonie :**

Expérience à travers le programme au développement local : participatif sur le renforcement des initiatives locales et la participation. Elle propose une approche synthétique en 4 points :

1. Le premier enjeu est d'abord de fomentier l'appropriation locale (les acteurs). Les partenaires au développement doivent sensibiliser les acteurs locaux. Il faut prendre le temps d'aller voir les populations locales.

2. La planification, dans la phase de diagnostic participative, on inclut la priorisation des cibles des ODD. Ça mène vers l'élaboration du plan, les ODD viennent changer les méthodes et ça suppose de transformer la manière de planifier en passant du court terme au long terme. C'est changer la façon de penser, de consommer les énergies.

3. Renforcement de capacités en formant les gens pendant une semaine, une équipe de formateurs qui répand l'information. On passe en revue l'ensemble des cibles et on identifie les cibles importantes pour les localités. Identifier ensemble les stratégies correctives.

4. Financement de micro projets qui permettent de montrer l'efficacité des projets. C'est en finançant le projet qu'on a l'adhésion de la population. On finance des projets qui vont vers l'atteinte des ODD.

### Questions/débats :

#### **Les travaux à Dakar se limitent-ils au pavage ou y-t-il d'autres activités prévues ? (à M. Sakho)**

Il y a de nombreux chiffres disponibles et des espaces réhabilités. De nombreux autres projets ont été mis en place : couveuse d'entreprise, brigade verte,...

#### **Comment se passe la gestion de la déforestation en cas de problème avec les pays voisins ? (à M. Kamanda)**

Ce n'est pas une gestion de la déforestation mais une gestion de la reforestation. A partir du constat qu'il y a des menaces anthropiques qui causent la déforestation, une première recherche pour monter une étude et préparer la reforestation. La gestion est tout le processus de pilote de la gestion de projet.

### **Suivi d'évaluation des projets à Dakar ?**

C'est mis en œuvre dans le projet de Dakar, mise en place d'un système de suivi. Démarrage avec l'état des lieux pour aller vers une évaluation à mi-parcours et une autre évaluation à la fin du parcours par les bailleurs et par l'Union Européenne.

**Au Cameroun la majorité des communes sont rurales, l'ambition est de construire des villes modernes qui respectent les critères de l'ONU, il faut insister au niveau du gouvernement et les architectes suivent les modèles occidentaux, comment changer de paradigmes ? (à M. Kitio)**

La collaboration se fait au niveau international. UN Habitat essaie d'aider, d'accompagner : mettre en place une assistance technique sur place pour recueillir les problèmes.

Dans certains pays il y a des projets de démonstration, on fait des formations avec les jeunes pour montrer comment mettre en place l'économie verte.

Même en zone rurale il est important de mettre en place des planifications et des plans d'urbanisme. Pour cela il faut contacter les autorités étatiques compétentes mais aussi les organisations internationales ; afin d'obtenir de l'aide notamment.

### **Comment procéder pour obtenir des fonds ?**

La ville de Dakar a beaucoup utilisé sa position de leadership pour s'accorder avec de nombreuses autres villes et autres partenaires. Des financements de fondations, toute une démarche de leadership pour accéder au financement.

Les villes ne sont pas éligibles aux fonds verts, c'est une grande question et un grand problème, il faudrait un guichet pour les collectivités territoriales.

### **Quel impact de la croissance économique sur l'environnement ?**

Il y a une bonne croissance au Sénégal mais d'où vient-elle ? L'extraction pollue beaucoup ! Pas non plus de RSE obligatoire pour le moment, il y a besoin de mettre en place un cadre normatif.

### **Quelle est la place de l'entrepreneuriat vert dans la stratégie environnementale ?**

L'OIF va mettre en place un programme d'entrepreneuriat vert à partir de Janvier 2019. C'est un programme fédérateur. Dans les autres programmes de l'OIF il y a de petites actions de l'entrepreneuriat vert.

**Où on peut trouver l'argent au niveau des collectivités rurales ? On leur demande le plus complexe c'est-à-dire de trouver les fonds.**

C'est un coût supplémentaire à prendre en charge. Souvent ca se fait avec les bailleurs et là on demande des faire des étapes supplémentaires qui ont un coût mais avec les partenaires on peut trouver le financement.

### **Comment empêcher la déforestation ?**

Soutien sur le terrain, les riverains formés, les cadres locaux.

### **Durabilité urbaine possible ?**

Création d'une plateforme en ligne pour faire connaître son projet et connaître celui des autres.

### **Recommandations :**

-Création et animation d'une plateforme multi acteurs de dialogue entre les éleveurs et agriculteurs pour les projets de préservation de réserves environnementales.

-mise en place d'un dispositif local de surveillance fonctionnelle des réserves environnementales en créant des comités locaux de surveillance en impliquant au maximum les acteurs locaux.

-créer une structure de gouvernance pour le projet qui concerne plusieurs municipalités notamment dans les milieux ruraux. Pour les grandes agglomérations, se lancer dans une démarche de leadership avec d'autres villes et d'autres acteurs au rayonnement international (les grands bailleurs, les banques, les organisations internationales).

-Intégration des populations locales qui doivent être informées et éduquées au développement durable le plus possible. Les différences culturelles doivent être prises en compte et respectées.

-la question du financement est une question majeure à laquelle il faut réfléchir. Penser au financement local avec les acteurs présents sur le terrain avant de se tourner vers les bailleurs. Il y a plusieurs solutions envisageables qui dépendent du contexte de la ville.

**Romain COLLET**, étudiant à Sciences Po Rennes en charge du rapportage pour CGLUA

### **Contact :**

+33629410818

[romain.collet@etudiant.sciencespo-rennes.fr](mailto:romain.collet@etudiant.sciencespo-rennes.fr)

## STS 4 - Local environmental strategies towards transition

November 21, 2018 in Marrakech.

### Main organizer:

***Institute de la Francophonie pour le Développement Durable, IFDD (Francophonie Institute for Sustainable Development).***

### Chairperson:

Lahcen Amrouch, Mayor of Argana, Morocco

### Rapporteur:

Ndeye Rokhaya Sarr

### Moderator:

NA

### Speakers:

Ndjouga Sakho, President of the Commission of Urban Development, Sustainable Development, Environment and Coastal Management of the City of Dakar,

Germain Il Kamanda, Mayor of Bana, Cameroon

Mamadou Kone, Program Specialist

Vincent Kitio, Head of Urban Energy Unit

### Conference hours:

Start: 9:45

End: 12:35

Number of people present:

50

Conference:

Introduction of the Chairperson:

In his introduction, the Chairperson recalled the main concepts that will punctuate the course of the session. He insisted especially that the issue of cities or the environment does not only concern specialists but also and above all one concerning the populations. Despite the abundance of climate summits in recent years (COP 22) and their general commitments, he recalled the importance of commitment at a decentralized local level, especially at the city or inter-municipal level. This orientation comes from the proximity between the decision-makers and the citizens at this level.

Interventions and main ideas:

First, the importance of the city's vulnerabilities and the need to build a resilient city (N. Sakho) was emphasized. Resilience has to be considered in the sense that land uses are important, but resilience also lies in the types of risks that the city faces: topography (coastal erosion and flood risk), social and economic inequalities, forms of habitat, security, ... How to consider the stakeholders at the grassroots of pollutions and those who suffer from them? Mr Sakho reiterated the importance of building the city's resilience also in the face of the major challenge posed by the current demographic explosion in Africa (15,000 inhabitants/km<sup>2</sup>). As a result, informal settlements are spreading and satisfy neither the people living in the informal settlements nor the city authorities.

To take on these challenges, the City of Dakar is tackling the three pillars of sustainable development through an action plan to build a more sustainable and resilient city: through better waste management and the space ... an observatory was created to identify the major issues of the city and respond appropriately.

Many projects have been implemented: rehabilitation of part of the urban environment, construction of roads or renovation, paving and requalification of some natural areas.

All speakers laid emphasis on the importance of promoting citizen empowerment by integrating them into the various planning processes. In particular, it should be remembered



that the planning must begin with a phase of consultation with the society and therefore be part of a top-down approach. With regard to the themes of sustainable development, it is through education and the creation of various tools that urban populations can be integrated. Especially, the terms "good practices" and "citizen action" can be used as real levers of support for public policies but also for their origin, which helps to create resilience within cities. Mr. Sakho took as example the creation of CBOs within the city that are dialogue offices per neighbourhood, whose heads are subsequently responsible for forwarding the main points to the mayor or to the stakeholder in charge of the policy concerned by the demand of the citizen.

Regarding all the interventions and the ones of Mr Kamanda and Mr Sakho, it is specified the benefits that these policies generate directly for the people: increase of well-being in everyday life, less submission to climate risks but also and, finally, economic benefits by encouraging the circular economy. In the case of the project in Cameroon, which concerns the preservation of a forestry reserve and the planting of eucalyptus trees to prevent landslides, jobs have been created to monitor the site, and reforms of farming methods are underway. Mr Sakho, for his part, summarized the three fundamental pillars of good urban and sustainable policy: citizen engagement, participatory approach and inclusive management; we note that these three pillars directly concern the inhabitants.

Mr. Kamanda enriched the debate by emphasizing the need for smaller local governments the ones endowed with less resources to pool forces to create projects. This is the case of his project, an inter-municipality is created and is directly concerned by the area to be preserved. This makes it possible to make more staff available for the project but also to be stronger: " union is might " and obviously fundraising is also simpler, because the project is larger and concerns more people.

Vincent Kitio began his presentation of European and North American models "modelled" in Africa and explained by giving figures that the buildings are not adapted to the climate, indeed some modern buildings consume 70% more energy. The themes of energy consumption and greenhouse gas (GHG) emissions punctuate his intervention. He explained that before even thinking about materials and architecture (which are important for the rest of his presentation), we must think of simple things but we forget too often: the exposure of the building to the sun, the site where the building is located ... this contributes to several things: reduce pollution but also build a city whose sustainability and resilience are easier to achieve.

UN Habitat proposes a programme in three stages:

- minimize energy needs with architectural responses in urban planning

- lay emphasis on energy efficiency by reducing the use of resources (energy efficiency: building, daily life, ...)
- use renewable energies (if the first step is respected, a significant reduction in need for energy)

He also expressed an opinion on the use of energy; if energy and wasted resources in cities were used for production, it would be easier for the African continent to grow economically.

Like Mr. Kamanda, Mr. Kitio spoke of the need to evaluate the projects that are being carried out in order to assess the effectiveness and ascertain what remains to be done. This enables you to create data for future projects. He supported that, first and foremost, assessment systems must be adapted to the concerned territory.

At the legislative and financial levels, it is necessary to involve local stakeholders in financing before they even turn to the donors. Legislation needs to create a framework for the development of such projects (imposing limits on the use of resources, for example) and promoting good **governance**.

The representative of the regional office of the Francophonie reiterated the importance of integrating the UN SDGs into local policies, as this is the most appropriate level.

Regional Office of Francophonie:

Experience through local development programme: participatory on strengthening local initiatives and participation. It proposes a summarized approach in 4 points:

1. The first challenge is first to foment local ownership (the actors). Development partners need to sensitize local actors. You have to take time to see the local people.
2. Planning, in the participatory diagnostic phase, includes the prioritization of SDG targets. This leads to the development of the plan, the SDGs change the methods and it assumes to transform the way of planning from short term to long term. It is changing the way of thinking, and consuming energies.
3. Capacity building by training people for a week, a team of trainers who spread the information. We review all the targets and identify the important targets for the localities. Identify corrective strategies together.
4. Finance micro projects that mainstream the effectiveness of projects. It is by financing project that we have the support of the people. Projects are funded to attain SDGs.

## **Questions / discussion:**

**Are the works in Dakar limited to paving or are there other planned activities? (to Mr. Sakho)**

Numerous figures are available and several spaces are rehabilitated. Many other projects have been set up: business incubator, green brigade, ...

**How is the management of deforestation conducted in the event of problems with neighbouring countries? (to Mr. Kamanda)**

It is not a management of deforestation but a management of reforestation. From the observation that there are anthropogenic threats that cause deforestation, a first research was conducted to elaborate a study and prepare reforestation. Management is the entire process of pilot project management.

**Evaluation monitoring of projects in Dakar?**

This is implemented in the Dakar project, setting up a monitoring system. Start with the inventory to move to a mid-term review and another evaluation at the end of the project by the donors and the European Union.

In Cameroon the majority of the local governments are rural, the ambition is to build modern cities that meet the UN criteria, we must insist at the government level that the architects follow Western models, how to change paradigms? (to Mr. Kitio).

Collaboration is international. UN Habitat tries to help, support: set up a technical assistance on the spot to collect the problems.

In some countries there are demonstration projects, training with young people to show how to put the green economy in place.

Even in rural areas it is important to set up plans and city planning plans. For this purpose it is necessary to contact the competent state authorities but also the international organizations; for help, for example.

### **How to obtain funds?**

The City of Dakar has used its leadership position extensively to align with many other cities and other partners. Foundation funding, a whole leadership process to access funding.

Cities are not eligible for green funds, this is a big concern and a big problem, there should be a window for local and regional governments.

### **What impact economic growth has on the environment?**

There is good growth in Senegal but where does it come from? Extraction pollutes a lot! No mandatory CSR at the moment, there is a need to put in place a normative framework.

### **What is the place of green entrepreneurship in the environmental strategy?**

OIF will set up a green entrepreneurship program as from January 2019. It is a unifying program. In the other programs of the OIF there are small actions of green entrepreneurship.

### **Where can you find the money in rural local governments? They are asked the most complex thing, that is to find the funds.**

This is an additional cost to take care of. Often it is done with the donors and there is a request to make additional steps that have a cost but with the partners we can find the financing.

### **How to prevent deforestation?**

Support on the ground, trained local residents, local executives.

### **Urban sustainability possible?**

Creation of an online platform to make known the project and to know the one of others.

## **Recommendations:**

- Creation and running of a multi-stakeholder dialogue platform between breeders and farmers for projects to preserve environmental reserves.
- set up a local system for the functional monitoring of environmental reserves by setting up local monitoring committees, involving local stakeholders in as much as possible.
- create a governance structure for the project that concerns several municipalities, particularly the in rural areas. For the large cities, engage in a leadership process with other cities and other actors with international reach (major donors, banks, international organizations).
- Integration of local people who need to be informed and educated to sustainable development as much as possible. Cultural differences must be taken into account and respected.
- the question of funding is a major issue that needs to be considered. Think about local funding with actors on the ground before turning to donors. There are several possible solutions that depend on the context of the city.

Romain COLLET, Student at Sciences Po Rennes, in charge of the report for UCLGA

Contact:+33629410818

[romain.collet@etudiant.sciencespo-rennes.fr](mailto:romain.collet@etudiant.sciencespo-rennes.fr)